



**PRÉFET
DE L'EURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Arrêté préfectoral n° UBDEO/ERC/2026/16 modifiant l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 juin 2024 de la société ESSITY OPERATIONS FRANCE implantée sur la commune de Hondouville

**LE PRÉFET DE L'EURE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.181-14 et L.514-5,
- vu le décret du 31 octobre 2024 du Président de la République nommant Monsieur Charles GIUSTI, préfet de l'Eure,
- vu le procès-verbal d'installation de Monsieur Charles GIUSTI, préfet de l'Eure, au 18 novembre 2024,
- vu le décret du 14 février 2024 du Président de la République nommant Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,
- vu l'arrêté préfectoral n° DCAT-SJIPE-2024-92 du 18 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,
- vu l'arrêté préfectoral n° D1-B1-12-347 du 27 juin 2012 autorisant la société ESSITY OPERATIONS FRANCE à exploiter une installation située Route de Louviers sur la commune de Hondouville,
- vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 juin 2024,
- vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux,
- vu le dossier de demande de modification adressé à Monsieur le Préfet de l'Eure et reçu en DREAL le 28 novembre 2025,
- vu le rapport et les propositions du 19 février 2026 de l'inspection des installations classées,
- vu le projet d'arrêté porté le 2 mars 2026 à la connaissance du demandeur
- vu l'absence d'observation du demandeur sur ce projet le 5 mars 2026,

Considérant :

la demande déposée,

l'article 1 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux qui stipule que les articles de cet arrêté ne sont pas applicables aux installations expérimentales de recherche, de développement et d'essais visant à améliorer les processus d'incinération et traitent moins de 50 tonnes de déchets par an ;

la capacité du procédé inférieure à 50 tonnes par an et la durée de fonctionnement limitée à une période de 18 mois maximum ;

que ce projet ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une évaluation environnementale au regard du II de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement ;

que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux, ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

qu'au regard des différents éléments d'appréciation transmis, la modification sollicitée ne présente pas un caractère substantiel au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

que les dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement prévoient que le préfet peut, par arrêté complémentaire, fixer les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement rend nécessaire ou atténuer les prescriptions primitives de l'arrêté d'autorisation dont le maintien n'est plus justifié ;

qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires modifiant l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 juin 2024 ;

l'article R.181-39 du code de l'environnement rendant facultatif l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques,

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

ARRÊTE

Article 1er – Objet

La société ESSITY OPERATIONS FRANCE, dont le siège social se situe 151 boulevard Victor Hugo à Saint-Ouen (93400), est tenue de se conformer aux prescriptions modificatives suivantes concernant les essais du pilote CALBOUVAL sur son site situé Route de Louviers à Hondouville (27400).

Les prescriptions ci-dessous se substituent aux prescriptions des articles nommés de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 juin 2024 fixant les conditions de fonctionnement du projet CALBOUVAL.

Article 2 – Modification de l'article 2 « Conformité au dossier de porter à connaissance » de l'arrêté du 4 juin 2024

Les installations du projet CALBOUVAL, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de porter à connaissance déposé par l'exploitant le 28 novembre 2025 modifiant le porter à connaissance initial du 27 février 2024.

Article 3 – Modification de l'article 3 « Capacité de production et Durée limitée de fonctionnement » de l'arrêté du 4 juin 2024

Le pilote CALBOUVAL est dimensionné pour traiter 76,5 kg/h de déchets non dangereux (boues papetières, ou mélange avec boues de STEP et/ou refus de pulpeur).

Le fonctionnement du pilote est prolongé pour une durée de fonctionnement de 18 mois. L'exploitant informe l'inspection des installations classées de la date de démarrage.

La capacité de traitement maximale est inférieure à 50 t/an.

Article 4 – Modification de l'article 4 « Déchets entrants » de l'arrêté du 4 juin 2024

Les déchets non dangereux entrants utilisés dans le procédé proviennent du site de la préparation de la pâte à papier à partir de vieux papier : boues papetières, boues de STEP et rejets de pulpeur.

Article 5 – Modification de l'article 5 « Déchets entrants » de l'arrêté du 4 juin 2024

L'exploitant met en œuvre un suivi en continu des rejets atmosphériques pour les paramètres suivants : O₂, CO, SO₂, NO_x (eq NO₂) et CO₂ (mesures infrarouge) sur fumées sèches ainsi que la température et la pression différentielle pour les mesures de débit (tube de Pitot).

Les données mesurées font l'objet d'un enregistrement.

L'exploitant fait réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) des mesures semestrielles sur l'ensemble des paramètres suivants :

O₂, CO, SO₂, NO_x, CO₂, COV, HCl, HF, Cd+Tl, Hg, somme des métaux lourds, poussières, dioxines et furannes, NH₃.

En cas de non-conformité des résultats de ces mesures, l'exploitant informe l'inspection des installations classées dans les plus brefs délais et propose des solutions adaptées pour y remédier.

L'exploitant met en œuvre les dispositifs de traitement complémentaires (NO_x et COV) avant démarrage du pilote pour la nouvelle phase d'essais. Le contrôle semestriel est réalisé **3 mois après démarrage du pilote**. Le rapport de contrôle mentionne les déchets non dangereux mis en œuvre dans le pilote lors du contrôle.

La cheminée est équipée de brides de mesures normalisées conformes à l'EN 15259.

Un rapport faisant le bilan du fonctionnement du pilote, des suivis et des analyses de rejets atmosphériques est à réaliser à la fin de cette période de 18 mois. Ce rapport est à transmettre à l'inspection des installations classées.

Article 6 – Délais et voies de recours (article R.514-3-1 du Code de l'environnement)

Le présent arrêté, conformément aux décisions mentionnées aux articles L.211-6 et L.214-10 et au I de l'article L. 514-6, peut être déféré à la juridiction administrative selon les dispositions des articles R.514-3-1 et R.181-50 du Code de l'environnement :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication sur le site internet de la préfecture prévue au 4° de l'article R.181-44 du Code de l'environnement ou de l'affichage de la décision en mairie dans les conditions prévues au 2° du même article.

Les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen du téléservice « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R.214-36, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 7 – Publicité et exécution

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Eure qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

Le secrétaire général de la préfecture, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement de la DREAL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie dudit arrêté est adressée à :

- Monsieur le maire de la commune d'Hondouville,
- à l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) (DREAL – UBDEO),

Fait à Évreux, le **11 MARS 2026**

Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général de la
préfecture



Alaric MALVES

